



Syndicat des Personnels  
du Réseau International du Ministère  
de l'Économie, des Finances et de la  
Souveraineté industrielle et Numérique

139 rue de Bercy - bâtiment Vauban - Télédéc 627 - 75572 Paris Cedex 12  
[sprim-fo@dgtresor.gouv.fr](mailto:sprim-fo@dgtresor.gouv.fr) - Tél. : 01.53.18.83.03 - [www.sprim-fo.org](http://www.sprim-fo.org)

## **Revue de presse du 21 avril 2023**

### **Presse – Actualités**

- [Laurence Boone : « Il faut sortir de l'image du couple franco-allemand » - Les Echos](#)
- ["Doctrines Biden", Chips Act, Inflation Reduction Act... Les Etats-Unis toujours première superpuissance mondiale face à Pékin? - Challenges](#)
- [Le voyage officiel de Macron en Chine continue à faire des remous - Challenges](#)
- [Après le discours présidentiel, le gouvernement réaffirme le cap pour la fonction publique – Acteurs Publics](#)
- [Fraudes sociale et fiscale : ce que disent les derniers chiffres – L'Express](#)
- ["150 000 emplois menacés" : l'industrie française victime d'une triple peine – L'Express](#)
- [Ukraine : l'économie plombée mais pas coulée – La Tribune](#)
- [Allez, c'est vendredi ! Sourions...](#)

# ARTICLES DE PRESSE

## Laurence Boone : « Il faut sortir de l'image du couple franco-allemand » - Les Echos

Dans une interview aux « Echos », la secrétaire d'Etat chargée de l'Europe, Laurence Boone, décrypte le bras de fer qui oppose Paris et Berlin sur l'énergie. La France sera « extrêmement vigilante » pour que la place du nucléaire dans la réforme du marché de l'électricité soit « sanctuarisée ».



« Il y a une relation très forte entre nos deux pays, et l'Europe des Vingt-Sept avance plus facilement lorsque la France et l'Allemagne parviennent à s'accorder, estime Laurence Boone. Lorsque ce n'est pas le cas, on trouve d'autres alliances. » (David Niviere/Abacapress.com)

### ***Un an après le début de la guerre en Ukraine, la France est-elle satisfaite de la réponse apportée par l'Union européenne à la crise de l'énergie ?***

Oui, la crise a été gérée avec beaucoup d'efficacité. [Il n'y a pas eu de coupures de courant](#) ou de ruptures d'approvisionnement en gaz comme on aurait pu le craindre peu après [l'invasion de l'Ukraine](#). La solidarité a pleinement joué son rôle, comme l'illustrent les échanges renforcés de gaz et d'électricité [entre la France et l'Allemagne](#). L'Europe a fortement réduit sa consommation. Enfin [la captation des surprofits des entreprises énergétiques](#) a permis de financer, en partie, les boucliers tarifaires qui ont limité la hausse des prix pour les consommateurs.

## ***L'hiver prochain se passera-t-il aussi sans heurts ?***

Le gouvernement reste vigilant car cela dépendra, en particulier, de [la disponibilité du nucléaire](#) et de la poursuite des efforts de sobriété énergétique. Ce qui est certain, c'est que l'Europe sort de l'hiver avec des stocks de gaz bien mieux remplis que d'ordinaire. Et le parc nucléaire français fonctionne mieux que l'an dernier. La France était d'ailleurs exportatrice nette d'électricité ces derniers jours.

La priorité, désormais, c'est la réforme du marché européen de l'électricité. Elle permettra de répondre à l'urgence de la crise mais aussi de s'inscrire dans le long terme avec des mesures pérennes pour stabiliser les prix à un niveau moins élevé, tout en incitant à accélérer la transition énergétique. Cette réforme cruciale doit absolument être adoptée avant la fin de l'année.

## ***La France a-t-elle obtenu ce qu'elle souhaitait avec cette réforme du marché de l'électricité, en particulier pour la place du nucléaire ?***

Il est trop tôt pour le dire. La Commission a proposé un texte qui nous satisfait dans l'ensemble. Un dialogue démarre maintenant avec les Etats membres et le Parlement européen en vue de l'amender. Nous serons extrêmement vigilants, à toutes les étapes, pour que la place qui est faite à l'énergie nucléaire existante soit sanctuarisée. Les ménages et les entreprises doivent pouvoir bénéficier d'une électricité décarbonée à un prix compétitif.

## ***Redoutez-vous que l'Allemagne ou l'Autriche interviennent pour réduire la place du nucléaire dans le texte ?***

La France se battra, sur ce texte comme sur tous les textes européens, pour que la place du nucléaire soit reconnue. C'est le cas, par exemple, dans le projet de loi « pour une industrie à zéro émission nette », dans lequel le rôle du nucléaire n'est pas suffisamment reconnu en tant que technologie stratégique pour décarboner le continent, au même titre que les batteries pour les véhicules électriques ou les éoliennes. Les traités européens sont très clairs, le mix énergétique relève de la souveraineté de chaque Etat membre. Nous respectons les choix de nos partenaires. Ils doivent respecter les nôtres.

## ***Quel est le rapport de force entre les Vingt-Sept sur ce sujet ?***

La France n'est pas seule, loin de là ! De nombreux pays comptent sur la relance du nucléaire pour parvenir à la neutralité carbone et diversifier leurs sources d'énergie afin de réduire les risques : Pays-Bas, Suède, Finlande, Pologne, la plupart des pays d'Europe centrale et orientale... [La ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher](#) , a rassemblé une alliance

de quatorze pays. C'est aussi une bonne nouvelle pour la filière nucléaire française : ce sont des opportunités de développement au-delà du seul marché français.

Au sein du Conseil européen, il y a deux groupes d'Etats, de taille comparable, qui n'ont pas la même vision de la place du nucléaire. Il faudra donc négocier et trouver des compromis. Je note que [le soutien au nucléaire progresse un peu partout](#) dans les opinions publiques, même dans les pays qui y ont renoncé comme l'Allemagne.

### ***L'Allemagne vise 80 % d'électricité renouvelable en 2030. N'est-ce pas là un modèle à suivre ?***

Nous saluons [cet objectif qui nous semble très ambitieux](#) à atteindre en un temps aussi court. Cela signifie aussi qu'il restera, à la fin de la décennie, 20 % d'électricité d'origine fossile, puisque [les derniers réacteurs nucléaires ont été définitivement arrêtés](#) . L'Allemagne parie sur l'hydrogène et la capture du CO<sub>2</sub> pour décarboner complètement, mais il s'agit de technologies et de marchés encore naissants. Nous verrons.

### ***L'opposition entre la France et l'Allemagne revient sur tous les textes européens où il est question d'énergie. Comment sortir de cette impasse ?***

Nous pouvons comprendre que l'Allemagne est en train de subir un bouleversement de son modèle économique, qui était basé sur une énergie bon marché en provenance de Russie et [des exportations massives vers la Chine](#) . Ces deux piliers vacillent, ce qui explique que le pays traverse une période difficile.

La négociation est souvent dure mais le dialogue entre Paris et Berlin est constant, à tous les niveaux, sur tous les sujets : [Catherine Colonna](#) s'est encore entretenue avec son homologue allemande au G7 cette semaine. Dans le contexte de guerre et de crise que nous traversons, on doit pouvoir dépasser nos différends.

### ***Que faut-il en déduire sur les relations au sein du couple franco-allemand en général ?***

Il faut sortir de l'image du « couple ». Il y a [une relation très forte entre nos deux pays](#) , et l'Europe des Vingt-Sept avance plus facilement lorsque la France et l'Allemagne parviennent à s'accorder. Lorsque ce n'est pas le cas,

on trouve d'autres alliances. Cela nous permet également de plus travailler avec d'autres pays. C'est à la Commission européenne, aussi, de tenir compte de ces nouveaux équilibres.

Virginie Robert et Vincent Collen

\* \* \*

## "Doctrine Biden", Chips Act, Inflation Reduction Act... Les Etats-Unis toujours première superpuissance mondiale face à Pékin ? - Challenges

**Les États-Unis, 2023.** L'action décisive du shérif Biden dans la guerre en Ukraine l'a démontré: les Etats-Unis sont bien la première superpuissance mondiale. Domination militaire, renouveau industriel, course en avant technologique, ils ne veulent rien céder face à Pékin. Même si le pays est fragilisé par ses démons intérieurs.



Joe Biden, dans les jardins du château royal, à Varsovie, le 21 février. Sa visite, la veille, à Kiev, a posé le président américain en chef du monde libre.

MANDEL NGAN / AFP

America is back. De retour? Les sceptiques rappelleront la farce tragique des années Trump. La gestion calamiteuse du Covid. L'assaut contre le Capitole. Les guerres culturelles de tranchées, les tueries de masse à répétition, la régression sur l'avortement, le recul de l'espérance de vie. A l'étranger, la débâcle du retrait d'Afghanistan. La menace de la Chine. Les provocations de Poutine. L'ascension des régimes autoritaires de par le monde. Et pourtant, oui, l'Amérique est toujours la première superpuissance.

En 1948, au début de la guerre froide, George Kennan, un diplomate américain qui avait conceptualisé la doctrine d'endiguement de l'Union soviétique, écrivait dans un mémo interne: "Nous possédons environ 50 % des richesses du monde, mais seulement 6,3 % de sa population. Notre tâche dans la période à venir est de concevoir un modèle de relations qui

nous permettra de maintenir cette position de disparité sans porter préjudice à notre sécurité nationale."

Trois quarts de siècle plus tard, rien à jeter. Les Etats-Unis ne représentent plus que 4 % de la population mondiale, ils détiennent toujours 30 % des richesses de la planète. Malgré la déculottée du Vietnam, le 11 septembre, l'invasion stupide de l'Irakou encore la Grande récession de 2008-2009... L'empire américain est peut-être moins omnipotent mais résiste au déclin.

## Fondamentaux solides

Sa riposte à l'invasion russe en Ukraine l'a démontré brillamment, qui a remis les Etats-Unis au centre de l'échiquier géopolitique. En amont, les Américains ont sonné le tocsin en partageant leurs renseignements avec tous; en aval, ils dirigent la manœuvre, fournissant le gros de l'aide militaire, financière et humanitaire qui permet à l'Ukraine de rester debout.

Et ils ont su immédiatement rassembler leurs alliés, les démocraties libérales se sont rangées à nouveau sans discuter derrière le "top dog" américain. Comme le note un journaliste américain en vue, George Packer, dans la revue *The Atlantic*: "L'Ukraine indique une façon pour l'Amérique d'utiliser son pouvoir au nom de la liberté: au lieu d'envoyer des troupes se battre et mourir pour des illusions démocratiques dans des pays inhospitaliers, il faut envoyer des armes pour aider une démocratie réelle à repousser un envahisseur étranger. Pas de troupes américaines, pas d'ingérence dans les guerres civiles, pas de "nation building", pas d'action isolée. Collaborer étroitement avec les alliés et prendre des mesures pour éviter les catastrophes. C'est ce qu'on appelle la doctrine Biden, qui a connu un succès remarquable."

Hautement symbolique, la visite du boss Biden à Kiev le 20 février, portant une cravate aux couleurs ukrainiennes et ses Ray-Ban Aviator, accueilli en sauveur par Volodymyr Zelenskyy dans cette ville combattante que Vladimir Poutine a échoué à conquérir, a posé le président américain en chef du monde libre. L'Amérique, que l'on a pu croire affaiblie, rappelle ainsi que les fondamentaux de sa puissance restent solides. Sa puissance militaire? Incomparable, avec un budget de défense supérieur à celui des dix autres pays suivants réunis.

## Appels à l'aide

Il existe une autre façon de prendre la mesure de la puissance américaine: observer ce qui se passe quand l'Oncle Sam perd son leadership. C'est simple, l'Occident panique. On l'a vu avant l'arrivée au pouvoir de Joe Biden, quand les capitales du monde se sont inquiétées du climat de quasi-guerre civile entretenu par le mégalomane Donald Trump, et se sont désespérées de l'indifférence de la droite républicaine face à l'urgence du réchauffement climatique. En Europe et ailleurs, les mêmes qui critiquent cow-boy yankee le suppliaient il y a quelques mois de remonter en selle.

Il y a toujours eu une tension fondamentale, dans la politique américaine, entre une idéologie libérale au sens noble et universel du terme, et la puissance brute d'un pays dominant, privilégiant ses intérêts. Les "défenseurs de la primauté des Etats-Unis sous-estiment la difficulté pour un pays libéral puissant de limiter ses ambitions en matière de politique étrangère, souligne Stephen Walt, professeur de relations internationales à Harvard, dans la revue *Foreign Policy*. J'apprécie les valeurs libérales des Etats Unis, mais

la combinaison de ces valeurs et d'une grande puissance rend presque inévitable le fait que les Etats-Unis essaient d'en faire trop plutôt que pas assez."

Tout le monde se souvient de la phrase fameuse de Madeleine Albright, représentante de l'administration Clinton à l'ONU, en 1993: "Quel est l'intérêt d'avoir cette superbe armée dont vous parlez toujours, si nous ne pouvons pas l'utiliser?"

## **Agressivité chinoise**

Le temps de l'Amérique triomphante et arrogante est cependant passé. L'invasion de l'Ukraine l'a remise sur le devant de la scène mais, dans un monde devenu multipolaire, la domination américaine millésime 2023 n'est plus sans partage. Dans certaines zones, notamment le Moyen-Orient, elle perd de l'influence. Surtout, un grand rival, autocrate revendiqué, devient de plus en plus menaçant - et pas seulement sur le plan militaire, comme avec l'Union soviétique.

L'agressivité croissante de la Chine et ses visées toujours plus bruyantes sur Taïwan ont eu l'effet d'un électrochoc sur les Etats-Unis, elles ont donné le départ de ce qui ressemble à une nouvelle guerre froide, déjà échauffée sur le plan économique. "Je n'irai pas m'excuser d'investir pour rendre l'Amérique forte, indiquait Joe Biden en février, dans son discours sur l'état de l'Union, en allusion aux accusations de protectionnisme suscitées par sa grande loi Inflation Reduction Act. Nous investissons dans l'innovation, dans les industries qui définiront l'avenir et que le gouvernement chinois a l'intention de dominer."

### **L'atout de l'indépendance énergétique**

Pour se passer du gaz russe, l'Europe a dû se tourner vers le gaz naturel liquéfié (GNL), même s'il est trois fois plus cher que celui acheminé par gazoduc. Un jackpot pour les Etats-Unis, dont les exportations vers l'Union européenne ont plus que doublé en 2022. Pourtant, il y a vingt ans, l'énergivore Amérique importait massivement du gaz comme du pétrole. La société Cheniere Energy avait alors fait construire un terminal de regazéification pour importer du GNL. Depuis, elle l'a reconverti en usine de liquéfaction, pour remplir les bateaux de GNL exporté au plus offrant.

Car les Etats-Unis ont reconquis leur souveraineté énergétique, perdue depuis les années 1950, grâce au boom, depuis une quinzaine d'années, de l'exploitation industrielle des roches de schiste, en Pennsylvanie, au Texas, dans le Dakota du Nord... Le pays est ainsi devenu le premier producteur mondial de gaz comme de pétrole, et même exportateur net de gaz depuis 2017 et de pétrole depuis 2020. Cette indépendance est un avantage de taille pour assurer sa suprématie mondiale. La Chine, elle, sans ressources, est très dépendante de l'extérieur.

### **> Retrouvez l'article de Nicolas Stiel, Comment les Etats-Unis sont devenus les rois du gaz naturel liquéfié (GNL)**

Tout comme l'Europe, passée pour son approvisionnement en gaz d'une dépendance à Moscou à une dépendance à Washington. Et ce n'est pas fini. Dans le GNL, stratégique, "les Etats-Unis vont investir 20 milliards de dollars par an d'ici à 2026, soit la moitié des investissements mondiaux", indique Emmanuel Fages, consultant au cabinet Roland Berger. Le pays projette d'agrandir cinq terminaux de liquéfaction, et la manne du schiste lui apporte un avantage compétitif: "Ces champs s'épuisent plus vite que les forages classiques mais ils sont flexibles et peu coûteux car les infrastructures en surface sont

légères", explique un expert du marché.

Même dans les renouvelables, où ils sont en retard, les Etats-Unis gagnent en compétitivité avec l'Inflation Reduction Act (IRA), plan massif d'aide à l'investissement dans les énergies vertes. "Alors que l'Europe veut tout réguler - le pourcentage à atteindre dans les renouvelables, l'hydrogène vert, les taxes aux frontières -, les Etats-Unis mettent des centaines de milliards de dollars et disent aux industriels: servez-vous", indique Thierry Bros, professeur à Sciences-Po, expert du gaz. La patronne d'Engie, Catherine MacGregor, confirme: "L'IRA fournit aux développeurs de projets un cadre simple. Ainsi, pour l'hydrogène, c'est le niveau des émissions de CO2 qu'un projet va générer qui détermine le montant de subventions accordé." Une arme d'une efficacité redoutable.

Par **Nicolas Stiel**

## **Chips and Science Act**

Ses prédécesseurs avaient déjà vu le danger. Barack Obama avait opéré un "pivotasiatique". Puis Donald Trump avait monté le ton et les droits de douane. La rivalité entre les deux superpuissances s'intensifie de jour en jour, même si le "découplage" économique entre les deux pays n'est pas pour tout de suite: aussi bien les exportations des Etats-Unis vers la Chine que leurs importations en provenance de Chine ont atteint en 2022 un niveau historique.

Ainsi, le Chips and Science Act, promulgué en août dernier, est une contre-attaque face aux ambitions chinoises, "un investissement plus important que le coût du Manhattan Project", le projet de recherche qui produisit la bombe atomique pour mettre fin à la Seconde Guerre mondiale, a souligné Jake Sullivan, le conseiller à la Sécurité nationale de la Maison-Blanche.

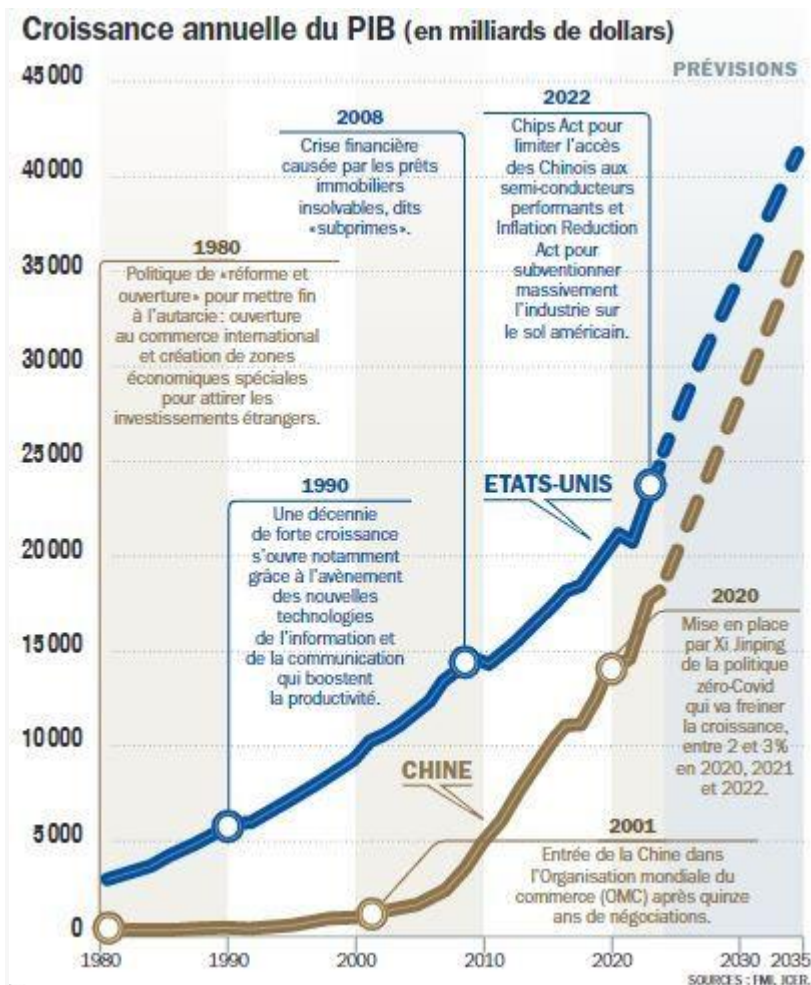
---

### LIRE AUSSI "Chips Act" : l'UE veut atteindre 20% du marché mondial des semi-conducteurs en 2030

Qui explique sans fard la stratégie de Washington: "L'informatique, les biotechnologies, les technologies propres sont de véritables "multiplicateurs de force" dans l'écosystème technologique. Le leadership dans chacun de ces domaines est un impératif de sécurité nationale." Cette "doctrine Sullivan" a justifié de passer un nouveau cap, en octobre, en imposant une interdiction sur les ventes des semi-conducteurs les plus avancés (stratégiques pour développer l'intelligence artificielle) et équipements connexes à des entités chinoises. Comme avec le lancement du Spoutnik par l'URSS en 1957, la quête chinoise de suprématie technologique agit comme un aiguillon sur l'esprit de compétition aiguisé de la patrie du capitalisme.

---

### **L'économie américaine indétrônable?**



En 2020, le Japan Center for Economic Research (JCER) prévoyait que la prééminence américaine sur l'économie mondiale cesserait en 2028, quand le PIB chinois allait doubler celui des Etats-Unis (qui représente un quart du PIB planétaire). En 2021, cet institut de recherche indépendant basé à Tokyo, qui publie des prévisions de croissance à long terme, a reporté le dépassement à 2033. En 2022, nouvelle révision: il ne survient plus qu'à l'horizon 2035. La Chine a pourtant opéré un rattrapage spectaculaire: entre 1975 et 2021, quand l'économie américaine triplait sa richesse, la sienne a été multipliée par 24. En moins de deux générations, une nation agricole s'est muée en usine du monde. Mais la politique zéro-Covid imposée par Xi Jinping a cassé la trajectoire de croissance.

Au-delà, le modèle chinois révèle des fragilités: la frénésie de l'immobilier, un de ses piliers, s'essouffle; la guerre commerciale avec les Etats-Unis pèse sur les exportations. De plus, pour la première fois en 2022, la population a diminué et ce déclin semble inexorable: le nombre d'actifs pourrait reculer de près de 30 % d'ici à 2050... alors que la population américaine continue de croître. La Chine pourrait-elle donc devenir vieille avant d'être riche?

Nombre d'économistes prédisent toujours qu'elle supplantera un jour les Etats-Unis, soutenue par sa formidable avancée dans les technologies. A moins que Pékin ne se lance dans l'invasion de Taïwan...aux conséquences économiques imprédictible.

Par **Gaëlle Macke**

## **Tensions intérieures**

Les Etats-Unis assument donc leur volonté de conserver la pole position, mais sans crânerie. Car le colosse a des pieds d'argile, menacé par ses propres tensions intérieures, "l'aggravation de la crise climatique, la perte de contrôle de la frontière sud (face à l'immigration), l'évaporation des opportunités offertes à la classe ouvrière, la montée en flèche des décès liés à la drogue et des bouleversements stimulés par la polarisation selon des critères raciaux, ethniques, socio-économiques, partisans et religieux", note Andrew Bacevich, professeur à l'université de Boston.

Sans même parler d'un retour possible au pouvoir de Trump. Sous l'autorité du shérif Biden, les Etats-Unis donnent l'impression d'un champion surarmé, aux poches pleines et aux capacités exceptionnelles, mais dont l'avenir reste incertain. Dans son histoire, ce n'est pas si nouveau. L'Amérique est un culbuto, elle a toujours fini par se redresser. Du moins jusqu'à maintenant.

**Par Philippe Boulet-Gercourt (à New York)**

\* \* \*

## **Le voyage officiel de Macron en Chine continue à faire des remous - Challenges**

Le parlement européen organisait, ce 18 avril, une session spéciale sur la stratégie européenne vis-à-vis de la Chine. Les propos tenus à son retour de son voyage par le président français n'ont pas manqué de susciter des débats alors que les institutions européennes cherchent une stratégie commune vis-à-vis de Pékin et que des parlementaires français se rendent à Taïwan avec des messages du président.



POOL

Plus de dix jours après son voyage officiel en Chine, les déclarations du président Macron dans l'avion du retour n'en finissent pas de provoquer des remous dans les milieux officiels, politiques et diplomatiques. Le Parlement européen auditionnait, le 18 avril, à Strasbourg, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen et Josep Borrell, le responsable de la diplomatie européenne, dans le cadre d'un débat sur la nouvelle stratégie européenne vis-à-vis de la Chine. Les Vingt-Sept cherchent laborieusement une position commune et homogène pour peser face à Pékin car le pays a tourné la page de sa période "de réforme et d'ouverture pour entrer dans une ère de sécurité et de contrôle", selon von der Leyen.

Dans son discours, Josep Borrell a insisté sur la "cacophonie européenne" et la nécessité des européens "d'aligner leurs positions" avant de revenir sur l'attitude d'Emmanuel Macron dont il a cherché à tirer des conséquences : "quand le président Macron se rend en Chine pour tenir le discours qu'il a tenu, le président chinois ne croit pas que le président Poutine a perdu la raison, mais qu'il est dans son bon droit" a averti Josep Borrell, qui a annoncé la prochaine tenue d'un conseil européen sur les relations européennes avec la Chine.

**"La chine est à la fois un partenaire, un concurrent et un rival systémique"**

Le chef de la diplomatie européenne a également mentionné la question de Taiwan: "un sujet qui est crucial pour l'Europe" et pour "préserver le statu quo, il faut dire que Taïwan est résolument stratégique pour défendre nos intérêts et garantir la paix. Tous les états européens doivent être d'accord sur ce point", a insisté Josep Borrell. Pour sa part Ursula von der Leyen qui "accompagnait" le président Macron en Chine, n'a pas manqué, de faire

une allusion aux propos tenus par le président français. Et appelle l'Europe à renforcer sa communication commune pour "éviter les malentendus."

Au nom de la France, c'est le parlementaire européen, Stéphane Séjourné, qui a pris la parole. Et répondu vertement à un représentant du parti populaire européen qui avait critiqué les propos tenus par Emmanuel Macron lors de son retour: "votre parti politique a construit méthodiquement nos dépendances européennes vis-à-vis de la Chine" a répliqué ce proche d'Emmanuel Macron. Stéphane Séjourné a ensuite cherché à rapprocher les lignes du président Macron et celle de l'Europe. Il a expliqué que la Chine était "à la fois un partenaire, un concurrent et un rival systémique". Et de préciser : "si nous voulons que les chinois nous voient comme une puissance, nous devons nous organiser comme une telle puissance". L'autonomie stratégique est, selon le parlementaire, la pièce maîtresse de cette puissance espérée.

## **Macron assure Taïwan de son soutien au statu-quo**

Depuis, et même s'il ne l'admettra sans doute jamais, le président français a quelque peu fait machine arrière. Le chef de l'État a déjà rappelé la position officielle française, lors de sa visite d'Etat aux Pays-Bas : "La France est pour le statu quo à Taïwan", avait-il dit.

Emmanuel Macron a aussi cherché à rassurer les autorités taïwanaises par d'autres canaux. Il a ainsi remis un message au député Renaissance Eric Bothorel, qui effectue actuellement une visite parlementaire à Taïwan, avec trois autres députés. Dans son message destiné à renouer une forme d'amitié avec le peuple taïwanais, le président réaffirme son soutien au statu quo dans le détroit de Taïwan et dit que sa volonté "de coopérer avec Taïwan est intacte."

Un vrai changement d'attitude par rapport à son voyage officiel en Chine lors duquel le président n'a jamais souhaité rappeler explicitement l'importance du statu quo. Le sénateur Alain Richard, proche d'Emmanuel Macron, qui préside le groupe d'échange et d'étude France-Taïwan, et qui se rendra à Taipei le 21 avril, préfère pour sa part ne pas donner d'informations sur les éventuels messages présidentiels qu'il a à faire passer.

## **Les experts et les milieux diplomatiques agacés**

"On sort les rames" confie un autre sénateur qui participait, cette semaine, à l'accueil d'une importante délégation d'élus et d'entrepreneurs taïwanais à Paris. Les déclarations d'Emmanuel Macron ont été également mal reçues dans les milieux diplomatiques taïwanais qui ont exprimé leur "inquiétude". De leur côté, les milieux diplomatiques français ne cachent plus leur agacement et cherchent désormais à rassurer la partie taïwanaise.

Même chose du côté des chercheurs spécialistes en géopolitique, dont une demi-douzaine (François Godement, Antoine Bondaz, Alice Ekman, Agathe Kratz, Emmanuel Lincot) avaient participé le 17 mars dernier à une réunion de préparation du déplacement présidentiel en Chine. C'est peu dire qu'Emmanuel Macron n'a guère tenu compte de leur expertise. Un "debrief" a eu lieu le 13 avril où ils ont, pour la plupart, exprimé leur lassitude de ne pas être entendus par le président de la République.

Pour Antoine Bondaz, chercheur à la Fondation pour la Recherche Stratégique, les revirements d'Emmanuel Macron s'expliquent notamment parce que la ligne directrice prioritaire du président est son positionnement par rapport aux USA: "Macron n'arrive pas pour l'instant à trouver le juste milieu entre singularité française, unité européenne et coopération avec nos partenaires. On a parfois l'impression que se différencier des États-Unis est un objectif en soi alors qu'il devrait penser directement aux intérêts de la France. Ce que les européens comprennent sans problème".

Autant dire que la clarification des positions diplomatiques d'Emmanuel Macron sur la Chine et Taïwan sera une longue marche.

\* \* \*

## **Après le discours présidentiel, le gouvernement réaffirme le cap pour la fonction publique – Acteurs Publics**

Lors de son allocution du 17 avril, le chef de l'État Emmanuel Macron a dit vouloir "*bâtir un nouveau pacte de la vie au travail*". Un "pacte" que l'exécutif veut décliner dans le secteur privé mais aussi dans la fonction publique.



LUDOVIC MARINPOOLAFP

100 jours sous le signe de l'"*apaisement*" et du "*dialogue*". C'est le temps que s'est donné Emmanuel Macron pour relancer son quinquennat englué dans la crise politique et sociale provoquée par la réforme des retraites. Parmi les "*chantiers*" prioritaires évoqués lors de son allocution du 17 avril, le chef de l'État a notamment annoncé vouloir "*bâtir un nouveau pacte de la vie au travail*". Un "*nouveau pacte*" que l'exécutif veut décliner dans le secteur privé mais aussi dans la fonction publique.

"*Ce nouveau pacte (sera) construit dans les semaines et les mois qui viennent par le dialogue social*", a déclaré le président de la République en promettant une négociation "*sans limite*" et "*sans tabous*". Aussi, a-t-il dressé une liste des "*sujets essentiels*" à aborder dans ce cadre : "*améliorer les revenus*", "*faire progresser les carrières*", "*améliorer les conditions de travail*", "*trouver des solutions à l'usure*

*professionnelle*" ou encore *"accroître l'emploi des seniors et aider aux reconversions"*. Autant d'attendus présidentiels qui rejoignent les chantiers en cours ou à venir dans la fonction publique.

Le discours d'Emmanuel Macron *"est un propulseur pour nos travaux et nos chantiers"*, souligne ainsi l'entourage du ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Stanislas Guerini. *"Nos priorités sont claires depuis plusieurs mois, les syndicats les connaissent, nous les avons mises sur la table dans le cadre de l'agenda social et elles sont aujourd'hui redites par le président"*, ajoute-t-on.

Référence notamment au programme "Fonction publique +", le programme d'amélioration de la qualité et des conditions de travail des agents publics, le tout dans une logique de renforcement de l'attractivité du secteur public.

### **Relance des chantiers spécifiques à la fonction publique**

Le gouvernement a d'ailleurs récemment enrichi les thèmes abordés dans le cadre de ce programme. Un programme "Fonction publique +" qui, pour rappel, est articulé autour de 6 *"engagement prioritaires"* : l'évolution des pratiques managériales, la simplification de la gestion des ressources humaines, l'amélioration des conditions de vie et de santé au travail, l'adaptation de l'environnement et de l'équipement au travail, le renforcement de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la responsabilité sociale et, enfin, la facilitation du logement des agents publics.

La déclinaison, pour le secteur public, du *"nouveau pacte de la vie au travail"* voulu par Emmanuel Macron fait aussi écho au grand chantier sur l'accès, les parcours, les carrières et les rémunérations dans la fonction publique. Principal objectif affiché par Stanislas Guerini : *"mieux valoriser les agents, leur travail et leurs compétences"* par le développement de parcours professionnels, la reconnaissance de compétences ou encore de nouveaux modes de rémunération. Sur ce sujet des rémunérations dans la fonction publique, le gouvernement compte remettre à plat le système tout en réaffirmant le cadre statutaire.

Si l'ensemble de ces sujets ont commencé à être évoqués, leur discussion a néanmoins été percutée par la réforme des retraites et le mouvement de contestation associé. *"Nous allons désormais nous y remettre très concrètement"*, promet l'entourage du ministre. Manière de tourner la page des retraites. Pour le moment,

néanmoins, les syndicats refusent de tourner cette "page" et de discuter "d'autres sujets" que de la réforme des retraites dont ils demandent toujours le retrait. Les 8 syndicats de la fonction publique ont d'ailleurs décidé de boycotter les prochaines réunions prévues à l'agenda social pour manifester leur mécontentement.

PAR BASTIEN SCORDIA

\* \* \*

## **Fraudes sociale et fiscale : ce que disent les derniers chiffres – L'Express**

Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, annoncera dans les prochaines semaines un plan d'action contre la fraude fiscale et sociale.

Après les retraites, le gouvernement s'attaque à un nouveau dossier : la lutte contre la fraude. Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, a annoncé sur France Inter, mardi 18 avril, qu'il dévoilerait un plan d'action dans les prochaines semaines. Les mesures concerneront à la fois la fraude fiscale - l'ensemble des actions visant à échapper à l'impôt - et la fraude sociale - le fait de percevoir une prestation sans y avoir droit, ou d'échapper aux cotisations sociales.

Reste à savoir combien l'Etat y gagnera. Car si lutter contre la fraude semble être une évidence, elle reste très difficile à quantifier. "Les fraudeurs cherchent évidemment à ne pas être découverts", explique à L'Express Nicolas Jacquemet, professeur à l'Ecole d'Economie de Paris et à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, co-auteur de "Comment lutter contre la fraude fiscale ?". "Donc il est impossible de connaître précisément les montants en jeu."

Pour s'en faire une idée, différentes méthodes existent. L'une d'entre elles consiste à opérer des contrôles sur un échantillon de ménages, et généraliser les conclusions à l'ensemble de la population. Mais "l'exemple le plus parlant est de mesurer les dépenses de consommation, et de les comparer aux revenus déclarés", indique Nicolas Jacquemet. Si les consommations sont supérieures aux revenus, c'est qu'une partie des revenus échappe à l'impôt."

### **Entre 80 et 100 milliards d'euros de fraude fiscale**

Ces techniques restent "imprécises et reposent sur beaucoup d'hypothèses", reconnaît Nicolas Jacquemet. Elles permettent tout de même de réaliser quelques estimations. Solidaires finances publiques, principal syndicat de représentation des salariés des finances publiques, évalue un manque à gagner de 80 à 100 milliards d'euros concernant la fraude fiscale. C'est plus que le budget global du ministère de l'Education nationale (59 milliards d'euros en 2023).

En réaction à ce phénomène, Gabriel Attal a annoncé le doublement des effectifs du service d'enquête judiciaire des finances (SEJF). 266 enquêteurs sont recensés à l'heure actuelle. Grâce à cette mesure, l'exécutif espère battre son record de 2022. L'administration fiscale a mis en recouvrement 14,6 milliards d'euros l'année dernière, un montant en hausse d'environ 8 % par rapport à 2021, a indiqué Gabriel Attal dans une interview au Parisien.

### **Entre 14 et 40 milliards de fraude sociale**

La fraude sociale est tout aussi difficile à quantifier. En 2020, une commission d'enquête parlementaire de l'Assemblée nationale a estimé un manque à gagner "entre 14 et 40 milliards d'euros" par an. Un rapport de la Cour des comptes datant de 2014 avance, quant à lui, le chiffre de 20 milliards d'euros.

Aucune administration concernée ne se risque à calculer son préjudice, hormis la Caisse d'allocations familiales (CAF). Celle-ci chiffrait le coût de la fraude à 2,8 milliards d'euros en 2021.

Pour lutter contre cette pratique, le gouvernement a d'ores et déjà prévu de supprimer le versement des allocations sur des comptes bancaires à l'étranger. Cette mesure entrera en vigueur dès le 1er juillet. Bercy envisage aussi de travailler avec les compagnies aériennes, pour mieux surveiller le versement des allocations. "Nos compatriotes en ont ras-le-bol de la fraude sociale", a justifié le ministre de l'Economie Bruno Le Maire sur BFMTV-RMC le 18 avril. "Ils n'ont aucune envie de voir que des personnes peuvent bénéficier d'aides, les renvoyer au Maghreb ou ailleurs, alors qu'ils n'y ont pas droit." Ses propos ont créé un tollé à gauche.

\* \* \*

## **"150 000 emplois menacés" : l'industrie française victime d'une triple peine - L'Express**

La pérennité de pans entiers de l'industrie et des milliers d'emplois sont aujourd'hui menacés par le protectionnisme américain. En attendant, l'Europe tergiverse, dénoncent Vincent Charlet, de La Fabrique de l'industrie et Marc Boilard, du cabinet Oliver Wyman.

Depuis le début de la décennie, l'industrie européenne est redevenue à la mode ; on ne peut que s'en réjouir pour l'économie et l'emploi. La pandémie et la nécessaire transition énergétique ont mis en lumière notre dépendance aux importations de matériaux et composants critiques. Malheureusement, ce nouvel élan est compromis par une triple menace apparue dans les douze derniers mois : hausse des prix de l'énergie en Europe, taxe carbone aux frontières de l'UE et protectionnisme américain.

Les prix de l'énergie en Europe (électricité, gaz), qui ont littéralement explosé à l'été 2022 avant de redescendre, resteront sans doute au double de ce que nous avons connu jusqu'en 2019. Au-delà de raisons conjoncturelles (guerre en Ukraine, problèmes sur le parc nucléaire français), la transition énergétique engagée en Europe appelle structurellement des besoins en électricité et en gaz bien plus élevés qu'avant. Les prix à la fois sont donc plus élevés et plus imprévisibles.

Deuxièmement, un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE (MACF) sera instauré d'ici à octobre 2023 pour compenser l'écart de prix entre des produits extra-européens fortement carbonés et des produits européens plus vertueux mais plus chers. Quoique louable dans son principe, la mise en œuvre de ce dispositif proche d'une taxe aux importations risque paradoxalement d'augmenter encore le coût des produits européens (dans un premier temps, seuls les matériaux de base comme l'acier, l'aluminium ou les engrais sont concernés). En effet, l'application du MACF s'accompagne de la fin de la gratuité des quotas de CO2 jusqu'à présent accordés aux sites européens les plus émetteurs. Cela va entraîner, pour les entreprises concernées, un déficit de compétitivité sur les marchés non européens. Pour couronner le tout, ce nouveau rempart censé les protéger en Europe s'annonce assez facilement contournable. Comment par exemple vérifier facilement la réalité d'un label "bas carbone" sur un acier chinois, sans une transparence totale difficile à établir, qui l'exempterait de taxe à l'import ?

En cascade, certains sous-traitants, dans le secteur de la mécanique par exemple, subiront à leur tour ce renchérissement des matériaux de base qu'ils achètent en grandes quantités. Ceux qui ne pourront pas répercuter la hausse de prix à leurs clients souffriront ; les multinationales qui le peuvent seront tentées de délocaliser leur production aux portes de l'UE, comme en Turquie, pour continuer de bénéficier de prix bas sur les matières premières et exporter des produits transformés vers l'UE, non soumis au MACF. Le mécanisme protecteur aura donc accouché d'une incitation à délocaliser.

### **Un choc susceptible d'annihiler cinq ans de réindustrialisation**

L'impact sera très lourd sur l'emploi industriel en France : autour de 150 000 emplois au total sont menacés. Les trois quarts le sont à cause de la hausse des prix de l'énergie, le quart restant en raison de la suppression des quotas gratuits du fait du MACF. Rapporté au total des emplois industriels en France, ce nombre peut sembler modeste (environ 6 %), mais il représente un choc très lourd pour deux raisons. Primo, la progression de l'emploi industriel de ces dernières années reste fragile, de l'ordre de 30 000 à 35 000 créations nettes par an. Le choc dont nous parlons réduirait donc à néant quatre à cinq ans d'efforts de réindustrialisation. Secundo, l'étude montre que certaines filières industrielles seront plus durement touchées que les autres : la chimie, la métallurgie, le papier-carton subiront des baisses de l'ordre de 15 à 30 %, une saignée qui pourrait faire disparaître définitivement certains producteurs.

L'Inflation Reduction Act (IRA) constitue la troisième lame de fond. Promulgué par le président américain Joe Biden en août 2022, l'IRA est un ambitieux programme de dépenses fédérales (369 milliards de dollars), ouvertement protectionniste, et qui vise à encourager la décarbonation de l'industrie américaine et la production locale d'énergie décarbonée. L'appel d'air est si massif que bon nombre de grands industriels européens réfléchissent sérieusement à revoir leurs investissements futurs en faveur des Etats-Unis et au détriment de l'Europe, quitte à réexporter ensuite en Europe ! L'hydrogène décarboné, dont les industriels ont besoin pour "verdir" leurs procédés, pourrait revenir à 2 dollars le kilo aux Etats-Unis, une fois toutes les subventions prises en compte, alors qu'il coûte encore aujourd'hui 8 à 9 euros le kilo en Europe. De la même façon, l'IRA pourrait faire baisser le coût d'une batterie de véhicule électrique d'au moins 30 %. Difficile pour les industriels de résister aux sirènes de telles subventions... D'ailleurs, Volkswagen a récemment annoncé favoriser ses sites de production de batteries en Amérique du Nord, au détriment d'un site en Europe de l'Est. Il est donc fort probable que les Etats-Unis créent dans la décennie qui vient des emplois industriels au détriment de l'Europe.

## L'Europe doit réagir vite

Il y a urgence à agir et les fronts sont nombreux. D'abord sur le prix de l'énergie. Les industries énérgo-intensives réclament plus de visibilité, en particulier sur ce qui remplacera l'Arenh, ce dispositif français qui garantit jusqu'en 2025 un accès privilégié à l'électricité nucléaire à un coût avantageux pour les plus gros consommateurs industriels. Les industriels attendent aussi plus de simplicité dans les paquets de mesures européennes. Tous louent la simplicité immédiate de l'IRA et rêveraient d'un équivalent européen à la mesure des enjeux. Or, le projet de riposte de l'UE, le NZIA, est toujours en discussion et portera vraisemblablement sur une liste restrictive de technologies.

Espérons donc que ces menaces bien réelles déclencheront un nouvel élan, à même de développer les industries vertes créatrices d'emploi et de richesse dont la France et l'Europe ont besoin.

\* \* \*

## Ukraine : l'économie plombée mais pas coulée – La Tribune

Kiev a confirmé la semaine dernière la chute abyssale de son PIB de 29,1% en 2022. L'activité du pays ne s'est toutefois pas totalement écroulée. Grâce à l'aide internationale et à la relocalisation de l'économie à l'ouest du pays, employés et patrons tentent de maintenir l'économie debout pour donner les moyens à la nation de résister à la guerre que mène la Russie sur son territoire.



Un ouvrier dans une usine d'armement de Kharkiv, le 16 mars. (Crédits : Reuters)

Comment fait-on tourner une économie sous les bombes ? L'Ukraine, sous le feu russe depuis quinze mois, offre un exemple frappant d'« économie de guerre résiliente ».

Pourtant, sur le tableau de bord, tous les voyants sont au rouge. Après avoir enregistré une croissance post-Covid de +3,4% en 2021, le PIB a dégringolé de 29,1% un an plus tard d'après les dernières données publiées jeudi dernier, quand les finances sont au bord du défaut de paiement selon Moody's. La machine économique n'a pourtant pas cassé net sous le choc de la guerre et garde de l'allant.

Dans un pays de 43 millions d'habitants, amputé de 20% de son territoire et privé de millions d'actifs, exilés et ou convoqués sous les drapeaux, les statistiques de croissance et de déficit n'ont plus une grande signification. L'essentiel est ailleurs pour les salariés et les patrons ukrainiens. Lesquels s'emploient à maintenir leurs entreprises debout pour permettre à la Nation de résister.

## « Sur le front économique »

*« En venant travailler, les Ukrainiens ont le sentiment d'être sur le front économique. Nos 2.500 salariés n'hésitent jamais à aller rouvrir les agences reconstruites. L'organisation du travail est même plus efficace depuis la guerre »,* raconte à La Tribune Carlos de Cordoue, directeur général du Crédit Agricole en Ukraine. Cinq agences de sa filiale ont été détruites, deux sont sous la main de banques russes en territoire occupé, mais le reste du réseau bancaire reste ouvert, quand il n'est pas en réparation comme à Kherson.

Après avoir quitté Kiev une semaine après l'invasion par l'ultime corridor laissé par les troupes russes, Carlos de Cordoue relativise la chute du PIB au regard de ce que le pays traverse. *« Le -30% de croissance correspond aux territoires perdus par l'Ukraine, qui sortent de facto du PIB »,* tempère-t-il. *« Quand on a quitté l'Ukraine, on ne savait même pas si on allait y revenir. On craignait qu'elle devienne une nouvelle Biélorussie. Il y avait une immense interrogation sur l'avenir »,* se rappelle-t-il. Le dirigeant a regagné le pays dès le mois de mai.

A mesure que l'armée russe a desserré son emprise de la banlieue de Kiev et du Nord du pays, l'économie figée par le choc de la guerre a commencé à reprendre vie au printemps 2022. Le déblocage de la mer Noire pour les navires céréaliers en juillet et la contre-offensive ukrainienne en septembre ont apporté un peu plus d'air. Enfin, le retour progressif des femmes réfugiées à l'étranger redonne des forces vives au pays.

## Semblant de normalité entre couvre-feu et bombardement

*« Aujourd'hui, il y a un semblant de normalité à Lviv ou à Kiev. Les magasins sont approvisionnés, les restaurants ouverts, les métros fonctionnent malgré le couvre-feu et les alertes aux bombardements »,* rapporte Maud Joseph, directrice de la chambre de commerce franco-ukrainienne qui se rend régulièrement à Kiev. *« Il y a*

*trois mois, c'était différent. Les coupures de courant de plusieurs heures étaient fréquentes à Noël ».*

Pour autant, rien n'est vraiment comme avant. Le « black-out » total, un des objectifs du pilonnage des infrastructures électriques par l'artillerie russe, menace. Le pays a perdu 45% de la capacité de ses centrales nucléaires, et 75% de ses centrales thermiques d'après le gouvernement. Alors, les Ukrainiens activent le système D : on se connecte aux réunions sur internet par Starlink (le réseau internet depuis l'espace de SpaceX, la firme d'Elon Musk) et on s'éclaire avec ses propres générateurs d'électricité. L'espace aérien et la mer sont fermées ? La fret ferroviaire et routier accélère, notamment vers l'ouest.

Les combats ont redessiné le paysage économique ukrainien. La guerre a arraché à l'Ukraine le cœur de son industrie depuis l'URSS : le Donbass, sa métallurgie et sa sidérurgie, en ruine comme le complexe Azovstal de Marioupol après son siège par les troupes russes.

## Ruée vers l'ouest

Comme leurs ouvriers, les usines migrent loin de la ligne de front, amplifiant la bascule économique vers l'Europe amorcée dès 2014. Les multinationales de l'agroalimentaire Nestlé et Unilever viennent d'investir plusieurs dizaines de millions d'euros dans deux nouvelles usines, respectivement près de la frontière polonaise et dans la banlieue de Kiev.

*« Au bout de trois semaines de guerre, Volodymyr Zelensky a réclamé aux entreprises de continuer leur activité. Du Crédit Agricole à la Société Générale, en passant par FM Logistic, L'Oréal ou Yves Rocher, toutes les entreprises françaises sont restées »,* défend Maud Joseph de la CCI France-Ukraine.

Les investissements privés demeurent cependant rares dans un contexte aussi incertain. Les grands pans de l'économie ukrainienne souffrent, particulièrement l'agriculture qui pesait 15% du PIB, 20% des emplois et 40% des exportations en temps de paix. La reprise du transport de céréales a permis aux exploitants de reconstituer en partie leur trésorerie, grignotée par des coûts de fret et d'assurance en hausse.

A l'image des autres secteurs, l'aide internationale alimente tout le pays. L'Etat ukrainien compte combler son déficit de 38 milliards d'euros en 2023 avec les fonds de ses alliés occidentaux. Cet argent irrigue également le système bancaire.

*« Le crédit a baissé d'un tiers mais les entreprises trouvent encore des financements. La BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) nous aide avec un programme de garantie très importantes sur les prêts »,* explique Carlos de Cordoue du Crédit Agricole Ukraine qui souligne que la solidité du secteur bancaire fait tenir ce qu'il appelle une « économie de survivance, au jour le jour ».

Le verbe « tenir » revient aussi dans la bouche de Volodymyr Vakhitov lorsqu'il décrit la situation économique de l'Ukraine. Enseignant à la Kyiv School of Economics, université qui évalue les dommages de guerre, cet économiste reconnaît la difficulté d'affronter une crise aussi totale. *« On a perdu le tiers de nos*

*infrastructures, et on subit une crise démographique grave. Les gens tiennent comme ils disent, mais nos ressources s'épuisent ».*

Paul Marion

\* \* \*

**Allez, c'est vendredi ! Sourions...**



Les concerts de casseroles en marge de l'allocution d'Emmanuel Macron ont inspiré Chaunu. | CHAUNU

\* \* \*

*Pour adhérer à notre syndicat il suffit de remplir et de renvoyer ce bulletin, [adhesion-2023.pdf](#) ([sprim-fo.org](http://sprim-fo.org)) accompagné du paiement correspondant.*